

# Ils resteront toujours un peu des Job

**R**ien ne distingue d'une autre la maison grise du n°12, rue Franz-Schubert. A part peut-être un petit autocollant fluo sur la porte : Job. Ici, il n'y a pas besoin d'appuyer sur la sonnette. De toute façon, la porte, quand on la pousse, agit une cloche qui réveillerait un mort. Aucun risque d'entrer inaperçu.

Dans le bureau tout de suite à gauche, Philippe Moitry n'est pas très content. Il peste contre les médias qui ne parlent jamais de la cellule de crise mise en place par la CGT au Mirail, « une cellule qui s'inscrit dans la durée et fait un travail colossal » pour venir en aide aux victimes de l'explosion de l'usine AZF. Après le 21 septembre, beaucoup d'anciens Job ont quitté leur repaire des Sept-Deniers pour aller secourir, à l'autre bout de la ville, les habitants des quartiers dévastés. Peut-être les épreuves des uns et des autres ont-ils créé des liens de solidarité. La conversation s'engage à bâtons rompus sur le plan social signé le 26 avril, un mois et demi après l'arrêt de la production du fameux papier couché. Et là encore, Philippe Moitry n'est pas content : il ne suffit pas d'avoir conquis, de haute lutte, un plan social en béton, encore faut-il qu'il soit appliqué... Et hors plan social, Scheufelen, la maison-mère, devait aussi verser 19 056,13 euros (125 000 francs) par salarié. Puis la firme allemande a traîné des pieds. « Nous avons occupé l'usine et gardé des stocks de papier », explique Philippe Moitry. Scheufelen a fini par payer, en juin. « Cette question est-elle réglée ? Non. Car l'Etat a prélevé 1 448,27 euros (9 500 francs) des 19 056,13 euros au titre de la CSG et du RDS. « On n'est pas d'accord !, tempête le syndicaliste. Ce n'est pas un salaire ! C'est une indemnité pour compenser le préjudice ! Scheufelen n'était déjà plus notre patron... Mais Bercy fait la sourde oreille. »

Il y a beaucoup d'effervescence au n°12 de la rue Franz-Schubert, cette maison que la mairie prête gracieusement à l'association Après Job. « Il a fallu se battre pour obtenir un local dans le quartier des Sept-Deniers, près de l'usine. » Toujours se battre. L'association Après Job ? Les salariés licenciés de l'usine papetière en sont fiers : elle a négocié et signé le plan social, aux côtés de la FIL-

**Neuf mois après la fermeture, les salariés de Job n'ont pas fait le deuil de leur usine. Le plan social s'applique lentement et la plupart d'entre eux attendent une solution de reclassement. Solidarité pas morte : ils ont créé une association pour vivre ensemble l'après Job**

PAC-CGT, de l'Etat et de l'administrateur-liquidateur. « C'est une première ! Nous avons créé un précédent ! » Pourquoi cette association ? « Pour rester groupés, retrouver du travail et pour que le plan social soit appliqué. » Philippe Moitry a joué un rôle-clé dans le long conflit social : il était secrétaire du comité d'entreprise. Aujourd'hui, il est permanent syndical CGT.

La cloche sonne à peu près toutes les minutes. Beaucoup de va-et-vient. Deux jeunes femmes viennent discuter un instant avec Philippe Moitry : on annonce une réunion au conseil général. Avec

peut-être des embauches à la clé. Les deux jeunes femmes travaillent à la cellule de reclassement Altédia et ont installé leurs bureaux à l'étage. Sous le même toit cohabitent donc l'association Après Job et la cellule de reclassement.

Le n°12 de la rue Franz-Schubert est une ruche où tout le monde œuvre avec un objectif commun : donner un emploi à chaque ancien salarié de Job. Sans doute une famille habitait autrefois cette bâtisse anonyme, sans style particulier, qui n'a pas été conçue pour abriter des bureaux.

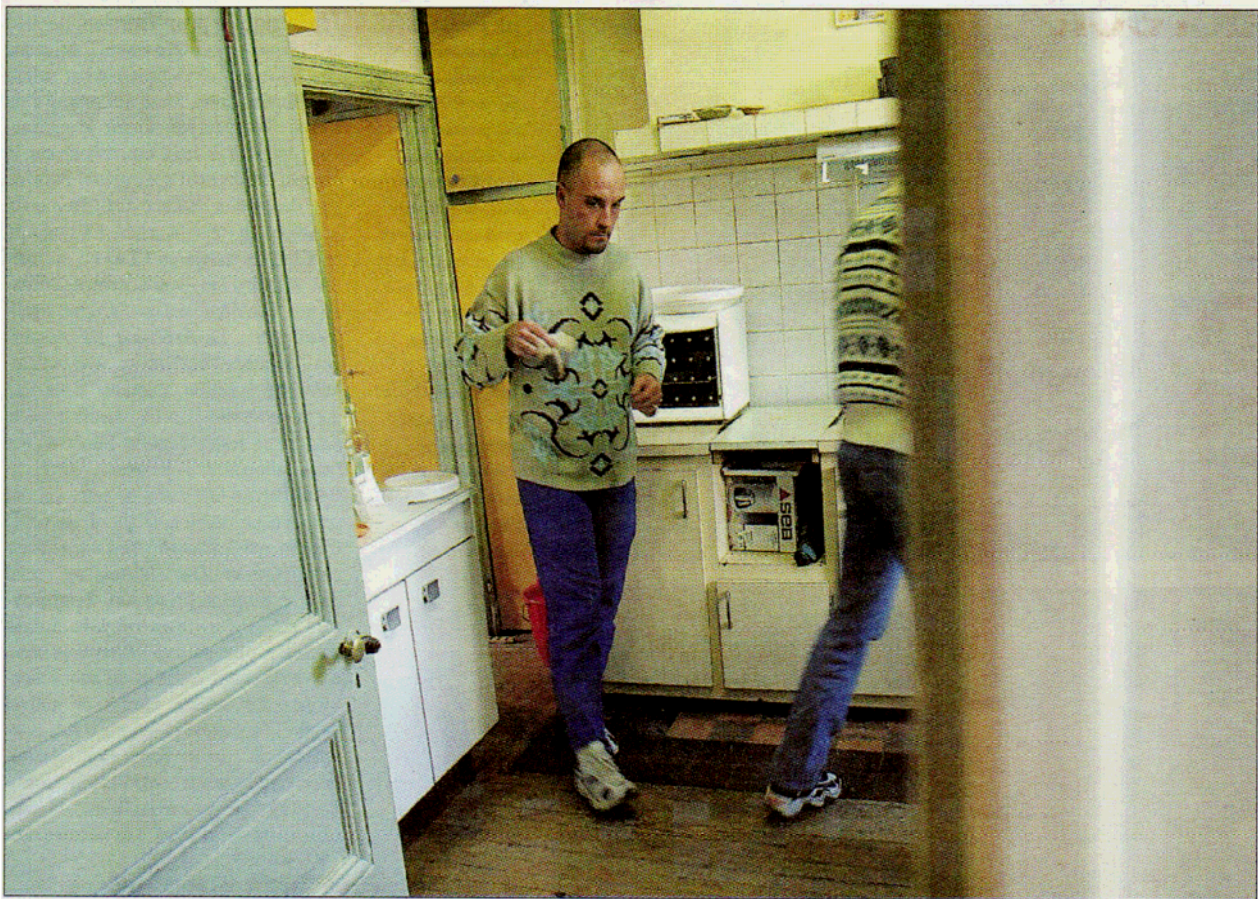
**« On a voulu rester groupés pour retrouver du travail et pour que le plan social soit appliqué »**

• Le 13 avril 2001, l'usine Job tire définitivement le rideau. Elle était implantée depuis 1838.  
ph. E. Grimault

Pourtant, la cuisine et la salle à manger sont encore bien utiles : souvent les anciens Job préparent ici des repas qu'ils partagent ensuite autour de la longue table. Alors, on parle de l'un, on prend des nouvelles de l'autre. Paul est de passage pour dire qu'il est actuellement câbleur intérimaire chez Latélec, un sous-traitant aéronautique. En attendant mieux. Un autre est tout sourire : il vient de trouver un emploi de concierge, logement de fonction et forfait téléphonique compris. Mais les cent-treize Job à reclasser n'ont pas tous cette chance.

Au bout de la table, Bernard Margras et Philippe Moitry font le point avec Carine et Cathy, les deux salariées de la cellule de reclassement. Deux mondes appelés à se côtoyer en permanence. D'un côté, des syndicalistes rompus à des luttes collectives après ; de l'autre, deux jeunes femmes qui, par formation, croient plutôt à la réussite individuelle et poussent chacun à se mettre en valeur, à trouver en lui-même l'énergie pour retourner à l'emploi. Entre les syndicalistes CGT et les professionnelles du reclassement, on s'appelle par le prénom mais on continue de se vouvoyer. Pourtant, une complicité semble avoir vu le jour. Les Job eux-mêmes ont imposé qu'Altédia s'occupe de leur reclassement. Une preuve de confiance. Mieux : Carine et Cathy vont former dix anciens Job aux techniques de recherche d'emploi. Ils assureront eux aussi des permanences à la cellule de reclassement.





Chacun est passé dans les bureaux de la cellule de reclassement pour un entretien individuel et un bilan des compétences professionnelles : quel parcours ? Quelles envies ? Ce qui ressort de ces entretiens ? Selon Cathy, « il existait un fort sentiment d'appartenance à l'entreprise Job, une deuxième famille. D'où le déchirement vécu par certains. Ils parlent de la perte d'un être cher. »

Philippe Moitry enchaîne : « Avec notre association, Job existe encore et il y en a beaucoup que ça gêne ! Ils doivent remplir leurs engagements. » Parce que le plan social « exemplaire » le serait encore plus s'il s'appliquait vraiment. Le conseil général de la Haute-Garonne s'était engagé à embaucher vingt personnes. Mi-janvier, deux anciens Job, à peine, travaillent pour le département... Une demi-douzaine d'embauches semblent se profiler, mais on est encore loin du compte. Du côté de la mairie de Toulouse, ce n'est pas mieux : deux recrutements sur les quatorze promis. Là non plus, cependant, la situation n'est pas bloquée. L'association rencontre régulièrement les représentants de la mairie. Une demi-douzaine d'embauches se profilent à la mairie mais celle-ci veut choisir « ses » Job, alors que l'association juge qu'il y a des cas prioritaires.

Les réunions, ça ne manque pas. Avec la commission de suivi du plan social. Avec les collectivités. Avec d'éventuels

• Au 12 de la rue Franz-Schubert, les Job se retrouvent dans la maison prêtée par la mairie. C'est également là qu'est installée la cellule de reclassement.

ph. E. Grimaud

employeurs. La lutte des Job n'est pas terminée. Bernard Margras, Philippe Moitry et leurs amis la poursuivent. Philippe : « On est tous les jours à se battre. L'application du plan social est un rapport de force permanent. Heureusement que nous sommes restés unis. » « Et les industriels ?, s'emporte Bernard. Et Airbus ? Ils ne nous ont même pas contactés ! Pas de proposition ! » Amer ? « Révolté ! ».

Carine et Cathy préfèrent positiver : trente-six ont retrouvé un travail, douze sont actuellement en formation, quatre ont créé une entreprise... « Ceux-là servent d'exemple, créent une émulation. » Car soixante-et-un sont toujours à la recherche d'un emploi. Parmi ceux-ci, dix-neuf ont suivi ou suivront une formation. « Ceux qui s'engagent dans des stages le font avec un esprit très volontaire », insistent les jeunes femmes. Les formations suivies : informatique, maintenance ascen-

### « Ils parlent de la perte de leur usine comme de celle d'un être cher »

soriste, climatique, conduite offset... Après la liquidation de l'usine, cinq anciens Job ont dû affronter une nouvelle épreuve : en stage à l'Afpa de Bordelougue, ils ont été blessés par l'explosion du

21 septembre. Pour trois d'entre eux, la formation est interrompue, voire abandonnée.

Patricia Lafitan a suivi quant à elle une formation en bureautique et comptabilité au Greta de Muret. Elle passe ici, au local de l'association, une fois par semaine. Elle montre une affichette scotchée sur un mur : une pub pour une pizzeria qu'un Job a achetée à Aussonne avec ses indemnités. On fait connaître cette pizzeria à ceux qui franchissent le seuil du local : l'ancien collègue, Bernard, a besoin d'un coup de pouce dans sa nouvelle aventure professionnelle.

Chez Job, Patricia exerçait le métier d'aide-comptable. Vingt ans d'ancienneté. « J'en garde de bons souvenirs, de bons collègues et amis. C'est dur de se retrouver séparés. Pour moi, la fin des Job, c'est la perte d'un emploi et d'une vie sociale primordiale. Rester à la maison ? Au début, c'est agréable, puis, je me suis sentie inutile. Cette formation m'a redonné confiance. J'aimerais retravailler dans le secteur social, où on s'occupe de personnes en difficulté. J'envoie des CV à droite, à gauche. »

De temps à autre, Patricia passe devant l'usine désaffectée : « On a du mal à se dire que ça ne recommencera pas. La cassure est difficile à faire. Ici, à l'association, c'est le foyer, on peut tout se raconter. Les coups de blues, les bons moments... »



• On pousse la porte, qui fait sonner bruyamment la cloche, pour des rendez-vous avec la cellule de reclassement, pour rencontrer d'anciens collègues de travail, prendre des nouvelles des autres, boire un café, y manger à midi. Il y a beaucoup de va-et-vient. Selon Philippe Moitry, l'ancien secrétaire du CE de Job, la petite maison de la rue Schubert est « un lieu démocratique et chaleureux ».

ph. E. Grimault

Peu à peu, dans la conversation, Bernard et Philippe - peut-être est-ce l'influence de Carine et Cathy - finissent par mettre en avant les copains qui ont retrouvé du travail. Pour ne pas noircir le tableau. Pour montrer à ceux qui restent sur le carreau qu'on peut s'en sortir. Pour ne pas désespérer. Billancourt. Trente-six donc ont été réembauchés. La majorité en CDI, les autres en CDD ou en intérim. Aujourd'hui, ils sont câbleur, mécanicien, chauffeur de bus, grutier, agent d'entretien... La directrice des ressources humaines chez Job occupe maintenant une fonction identique dans une autre entreprise. Un ingénieur, c'est le seul, a pu rester dans la filière papier mais a dû quitter Toulouse.

Rémi Boyrie fait partie de ceux qui ont retrouvé un emploi. D'abord un CDD d'un an, qui devrait aboutir à une embauche définitive. Dans le désastre social qu'a constitué la fin de Job, Rémi Boyrie s'en est plutôt bien tiré. Dès le mois de mai, il retravaillait à l'Apave, un organisme de contrôle des installations électriques. Le chemin jusqu'à ce nouvel emploi n'a pas été bien long : « Je connaissais le chef de service de l'Apave, qui venait faire des contrôles chez Job. » Dans l'usine papetière, Rémi, 48 ans, était agent de maîtrise à la maintenance

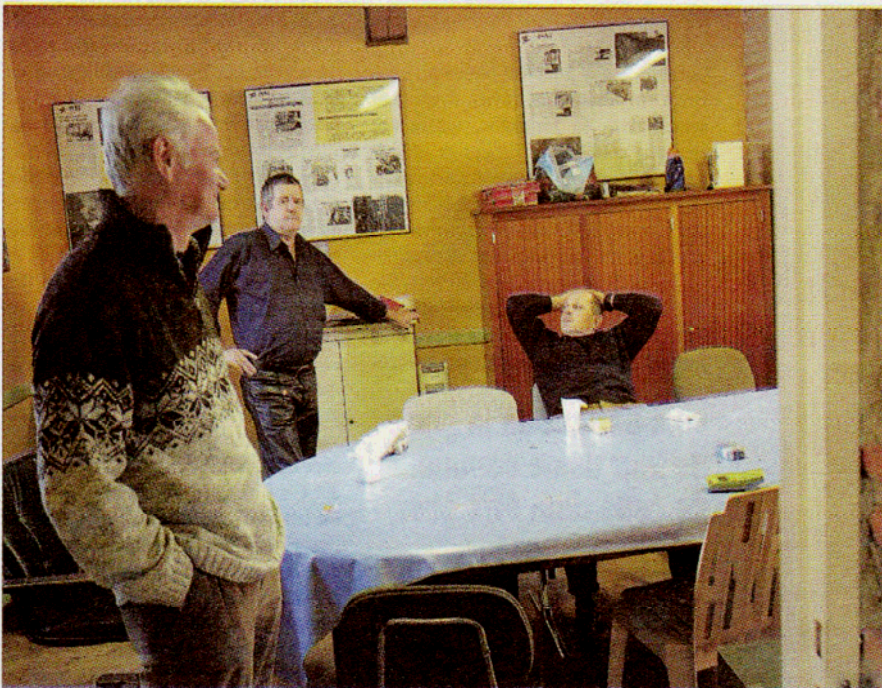


## Histoire d'encourager les autres, on met en avant les copains qui ont retrouvé du boulot

électrique. Son nouvel emploi fait donc appel aux mêmes connaissances. Regrette-t-il Job ? « Je ne vais pas cracher sur Job, j'y étais bien. On travaillait en équipe et il y avait une très bonne entente entre nous. Mais le boulot devenait moins intéressant. A l'Apave, c'est plus varié. J'y ai aussi gagné en qualité de vie : tous mes week-ends sont libres et je n'ai pas le souci d'être appelé la nuit pour la maintenance électrique. C'est vrai pourtant que je n'aurais pas quitté Job de moi-même. »

S'arrête-t-il de temps en temps au local d'après Job ? « Quelquefois, mais je n'ai pas trop le temps. Je suis resté en contact avec d'anciens Job : on se voit ou on se téléphone. »

Eux non plus n'ont guère le temps de passer à l'association : Jean-Claude et Philippe Nuez. Les deux frères ont créé à Castelnau leur entreprise d'électricité, une SARL qui occupe toutes leurs journées. Comme Rémi, les frères Nuez travaillaient au service électrique de Job : ils peuvent réutiliser assez facilement leurs compétences, contrairement à leurs collègues affectés à la production papetière, plus spécialisée. Jean-Claude : trente-deux ans chez Job, tandis que son cadet, Philippe, y a consacré vingt-sept ans.





• « Derrière les murs de l'usine, il n'y a plus rien » soupire Jean-Claude. Il y a passé trente-deux ans de sa carrière professionnelle.  
ph. E. Grimault

entreprise de parfums à Cugnaux. Un intérim transformé en CDD de six mois. Eric a cependant une autre occupation, tout à fait bénévole : il préside un club de tir, à Blagnac. L'ex-Job se passionne pour les armes anciennes, les armes à poudre noire... Et presque tous les jours, il vient s'entraîner au stand de tir. Le week-end, il participe à des compétitions, « surtout pour la convivialité ». Mais il n'a pas rompu le lien avec Job. De temps à autre, Eric pousse la porte de l'association, celle qui fait sonner bruyamment la cloche. Pour des rendez-vous avec la cellule de reclassement, pour rencontrer les collègues de travail, boire un café. Le n°12 rue Franz-Schu-

**« Quand on passe devant l'usine, on pense à l'outil et au savoir-faire performants qu'il y avait derrière ces murs. Maintenant c'est fini »**

bert, « un lieu démocratique et chaleureux », selon la définition de Philippe Moitry.

Ici, on s'est occupé d'enregistrer un CD, aujourd'hui diffusé sur les ondes de Radio Mon País, l'antenne de la CGT : « C'est du Job qu'il nous faut / Du taf, du boulot / On n'a pas besoin de plans sociaux / On gueule fort et haut. » Un livre pour la mémoire est aussi en préparation. Eric Dubois : « Nous avons vécu tellement de choses ensemble. Nous restons toujours un peu des Job. On faisait le plus beau papier. »

Job ? « Un mauvais souvenir à la fin mais, auparavant, beaucoup de bons souvenirs », soupire Philippe. « On aurait préféré que ça dure », ajoute l'aîné. Pourquoi avoir créé une entreprise ? Philippe sourit : « On s'est retrouvé sans emploi. On voulait rester dans la région. Alors, pourquoi ne pas travailler pour nous plutôt que pour les autres ? »

En juin et juillet, les deux frères ont suivi un stage de formation à la création d'entreprise : fiscalité, statuts, gestion,

**« C'est à Job qu'on faisait le plus beau papier »**

comptabilité... « Tout était nouveau pour nous. » Depuis le 1er septembre, « les chantiers se sont enchaînés les uns aux autres. » C'est trop tôt, pourtant, pour faire un bilan et, comme dit Philippe, « on ne peut pas comparer quel-

ques mois à notre compte avec vingt-sept ou trente-deux ans chez Job. » Ont-ils fait une croix sur l'usine papetière ? « Non, répond Philippe. Quand on passe devant l'usine, on se dit qu'il y avait ici un savoir faire et un outil performant et que tout ça est fini. »

Jean-Claude : « Derrière les murs, il n'y a plus rien. »

Ce sentiment d'amertume, Eric Dubois l'a éprouvé plus encore. Après « vingt ans de bons services chez Job », il s'est retrouvé sans emploi. Eric travailla longtemps à la production puis, les dernières années, dans le laboratoire de recherche, pour mettre au point de nouveaux papiers. Eric voulait retrouver un emploi dans la gestion de stocks ou le magasinage. « Pendant des mois, mes journées ont été celles de quelqu'un qui cherche un travail : j'allais sur le site internet de l'ANPE, je lisais les offres d'emploi, je donnais des coups de fil... » Fin novembre, grâce à la cellule de reclassement, il entra comme magasinier dans une

**REPÈRE**

## Le plan social sera-t-il appliqué ?

La lutte opiniâtre des salariés de Job n'a pas sauvé l'usine papetière des Sept-Deniers. Elle a retardé les échéances et surtout permis au personnel licencié d'obtenir un plan social « haut de gamme ». 11,434 millions d'euros, soit 75 millions de francs (indemnités de licenciements, congés payés...), abondent ce plan social, signé le 26 avril. Auxquels s'ajoutent les soixante formations de reconversion, financées par le conseil régional. Dans ce document, le conseil général s'engage à embaucher vingt personnes et la mairie quatorze. D'autre part, la maison-mère, Scheufelen, a convenu de verser 19 056,13 euros (125 000 francs) pour chacun des cent-soixante-huit salariés, à titre de dédommagement du préjudice subi. Soit 3,2 millions d'euros (21 millions de francs) supplémentaires. Ce plan social et les indemnités qui s'y ajoutent ne devaient « laisser aucun salarié sur le bord du chemin. » Cinquante-quatre salariés, âgés de plus de 53 ans, ont été mis en pré-retraite. De plus, une personne n'a pas voulu bénéficier, curieusement, de l'aide au retour à l'emploi. Fin avril, il restait donc cent-treize anciens salariés de Job en attente d'une solution de reclassement. Cent-huit hommes et cinq femmes, avec une moyenne d'âge de 47 ans.